

LES SOCIOLOGUES ET LA BANLIEUE : CONSTRUCTION SAVANTE DU PROBLÈME DES « QUARTIERS SENSIBLES »

Sylvie Tissot

Belin | « Genèses »

2005/3 n° 60 | pages 57 à 75

ISSN 1155-3219

ISBN 270114178

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2005-3-page-57.htm>

Pour citer cet article :

Sylvie Tissot, Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des
« quartiers sensibles », *Genèses* 2005/3 (n° 60), p. 57-75.
DOI 10.3917/gen.060.0057

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles »

Sylvie Tissot

PP. 123-178

S'ils ne font pas partie des disciplines les plus nobles de l'Université, les sociologues n'en sont pas moins fréquemment sollicités par le monde politique, notamment pour apporter un éclairage sur les « problèmes sociaux » dont ce dernier est en train, ou envisage de se saisir. À ces sollicitations, les universitaires, parfois désireux de mettre leurs connaissances au service de la transformation de la société, peuvent accepter de répondre de diverses manières : auditions dans le cadre de commissions ou de séminaires, rédaction de rapports ou d'évaluations commandés par un ministère ou un organisme public, engagement direct dans le champ politique, comme conseiller et parfois comme ministre.

Mais les rencontres entre le monde des savants et le monde de l'action publique, loin de se réduire à de tels face-à-face, engagent généralement un éventail d'acteurs plus large, dans un processus qui ne se limite pas à des idées qui seraient reprises et appliquées par des « décideurs ». Une enquête sociologique menée au sein de différents univers sociaux a ainsi été nécessaire pour rendre compte d'un épisode singulier de la « ville des sciences sociales » et de ce qui s'y joue. Il s'agit de conférences, d'articles, de numéros de revues et d'ouvrages consacrés, à partir de la fin des années 1980, à cette partie de la ville appelée en France « banlieue » ou encore « quartiers sensibles ». Ce second terme, qui est nouveau, ne fait pas que s'ajouter au vocabulaire des problèmes urbains ; avec ce mot, c'est aussi une autre approche des problèmes qui est proposée, appelant à une intervention renouvelée en direction de populations perçues comme reléguées dans des territoires spécifiques, et dont la situation relèverait de processus radicalement nouveaux, modifiant ainsi les termes dans lesquels la « question sociale » devrait être posée et traitée. La montée en puissance de cette

manière de voir est généralement rapportée à l'apparition, à la fin des années 1980, d'une nouvelle politique publique, la politique dite de la ville (qui cible plusieurs centaines de quartiers «en difficulté») ainsi qu'à la focalisation médiatique sur les «banlieues». On voudrait insister ici sur le rôle qu'ont joué, dans l'histoire des politiques urbaines, des chercheurs proches de la sociologie d'Alain Touraine, qui ont, dans le cadre du paradigme de l'exclusion, forgé un certain modèle de description des quartiers d'habitat social comme monde de la «galère».

Cette réappropriation massive d'un modèle savant n'avait rien d'automatique tant les cadres d'analyse disponibles à l'époque étaient diversifiés, tant aussi les concurrences administratives et professionnelles autour de la question de la réhabilitation des grands ensembles étaient fortes : rien donc ne garantissait l'institutionnalisation d'une politique publique autour de l'affirmation, étayée par des discours savants, de l'existence d'une «nouvelle question urbaine». C'est en trois étapes que nous tenterons d'expliquer comment une telle rencontre a été possible et quelle a été son issue. Nous chercherons d'abord à analyser l'émergence, au sein de la sociologie de la ville, d'une nouvelle grille d'analyse des problèmes urbains. Il s'agira ensuite de comprendre l'appel lancé par des animateurs de la politique de la ville en direction d'intellectuels et de chercheurs. Enfin, il faudra rendre compte du rôle spécifique joué par la revue *Esprit*, à la fois en termes de mise en contact des protagonistes de cette histoire, et de mise forme d'un discours progressivement unifié autour de la «nouvelle question urbaine». La série de conférences et rencontres appelée «Les Entretiens de la ville» offre un lieu, circonscrit dans l'espace et dans le temps, mais particulièrement approprié pour enquêter à la fois sur les transformations structurelles que connaissent différents univers sociaux et sur la fabrication concrète d'un tel discours.

Une enquête réalisée à partir des Entretiens de la ville

Il s'agit de cycles de conférences qui se déroulent de 1990 à 1993. Les deux premiers cycles sont publiés aux éditions *Esprit*, sous la coordination de Joël Roman, corédacteur en chef de la revue *Esprit* (Roman 1991 ; Roman 1993). La publication des interventions du troisième cycle n'a pas abouti. Les Entretiens de la ville se sont poursuivis, sous le nom de «Rencontres de la Div», de 1994-1996, avec un soutien moins important de l'administration (notamment en raison de l'alternance politique de 1993) et un écho plus limité.

L'enquête a été réalisée à partir d'un ensemble de documents : la liste des intervenants des trois premiers cycles des Entretiens ; les deux ouvrages édités aux éditions *Esprit* ; les numéros de la revue *Esprit* de 1960 à 1995, et une série de livres consacrés aux «quartiers

ou aux «banlieues» dans les années 1985-1995, dont un certain nombre sont publiés aux éditions *Esprit* (Dubet 1987 ; Donzelot 1991 ; Dubet et Lapeyronnie 1992 ; Delarue 1991 ; Donzelot et Estèbe 1994) et à partir d'entretiens avec plusieurs organisateurs et intervenants des Entretiens de la ville.

Organisés par une revue généraliste et de relativement grande diffusion, *Esprit*, et par l'administration qui pilote alors la politique de la ville, la Div¹, les Entretiens de la ville sont symptomatiques d'un mode de circulation des idées qui s'impose dans les années 1980, et qui se distingue des colloques traditionnels par la recherche d'une plus grande publicité, rendue nécessaire notamment par l'emprise croissante des logiques médiatiques et éditoriales sur le marché culturel (Rieffel 1993 : 89).

Le premier cycle des conférences se déroule dans un lieu prestigieux, le musée national des monuments historiques du Palais de Chaillot, à une heure et à un rythme censés attirer un large public, à savoir les mercredis soir, et une fois par mois, à raison d'une intervention par séance. Les témoignages recueillis attestent de l'ambiance animée et de la diversité du public, qui oscille entre cinquante et cent cinquante personnes : il y a des chercheurs, mais surtout des chargés de mission de l'administration, des chefs de projet qui pilotent les dispositifs de la politique de la ville dans les communes, ou encore des étudiants et des journalistes. Une consultante a d'ailleurs été embauchée pour organiser et médiatiser l'événement, ainsi qu'une graphiste pour confectionner des cartons d'invitations aux formats originaux (carte postale, puis boîte de CD), dont la décoration (à base de « smileys » et de « tags ») souligne le caractère « moderne ».

Quant aux intervenants, s'y mêlent des intellectuels de renom, des essayistes à succès, mais aussi des universitaires inconnus du grand public, ou encore des animateurs et collaborateurs de revues généralistes. Les premiers sont particulièrement représentés pendant le

premier cycle, auquel participent Alain Touraine, directeur d'études à l'EHESS, chef d'école fréquemment sollicité par la presse, Jean Baudrillard, sociologue, auteur de livres à succès comme *La société de consommation*, mais aussi l'essayiste Gilles Lipovetsky, connu pour *L'ère du vide*, ou encore l'historien Pierre Vidal-Naquet, spécialiste des études grecques et célèbre pour son engagement contre la torture en Algérie.

C'est un véritable événement intellectuel. Moins en raison de l'identité des intervenants ou du contenu de leur intervention que de leur posture, celle de l'« intellectuel engagé », se mobilisant afin d'alerter l'opinion publique sur une question grave dont on aurait pénétré le ressort et entrevu les sombres conséquences pour l'avenir. Le ton change toutefois lors du second cycle. À côté des réflexions visant à un haut niveau de généralité, on entend, sur un mode plus classiquement universitaire, des comptes rendus de recherches, évoquant des enquêtes dans des lieux précis (c'est le cas de Marco Oberti, Martine Segalen et Colette Petonnet) ou des synthèses de travaux (comme la contribution d'Olivier Galland sur la sociologie de la jeunesse).

Recomposition du champ de la recherche urbaine et Émergence de la sociologie des banlieues

Chez le chargé de mission de la Div qui organise les Entretiens de la ville, le souvenir de ces conférences est vif. Il se dégage de celui-ci un sentiment fort : l'enthousiasme suscité par l'intervention, en décembre 1990, du sociologue A. Touraine, enthousiasme doublé de la conviction d'avoir assisté à un événement :

« Eh bien oui ! Ça a été une bombe. Quand on a entendu le truc de Touraine, tous, ça nous a fait l'effet d'une bombe, d'un truc vraiment très fort. [...] L'article de Touraine, c'était le moment le plus fort de cette affaire. Ça nous a laissés babas. On s'est dit, on vient d'entendre un truc très important. [...] Après, ça a été repris par pleins de gens². »

C'est en effet à cette occasion que le célèbre sociologue théorise l'opposition entre « exclus » et « inclus ». La représentation d'une société divisée entre ces deux groupes (le premier protégé des effets de la crise et incluant les fractions supérieures des milieux populaires, et le second touché par le chômage, et comme exclu, de ce fait, de tout rapport social ou économique) s'inscrit dans la continuité d'analyses plus anciennes visant à mettre en évidence des divisions sociales fonctionnant autrement que selon des logiques de classes antagonistes (Mallet 1963 ; Mendras 1994). L'originalité de la thèse énoncée aux Entretiens de la ville réside toutefois dans la place accordée à l'espace. Selon cette thèse, la dualisation

qui caractériserait désormais la société s'incarnerait de façon privilégiée dans la ville, et plus précisément s'exprimerait par la coupure croissante entre des quartiers de relégation, où s'accumuleraient les handicaps, marqués par l'anomie, la désorganisation et la violence gratuite, et le reste du territoire. En outre, comme l'expliquent A. Touraine mais aussi d'autres invités des Entretiens de la ville, cette dualisation ne saurait se comprendre comme le résultat de relations de domination, mais comme un éloignement, une « relégation », voire une « indifférence » de la société dans son entier à l'encontre des quartiers déshérités³.

L'insistance sur la nouveauté de cette thèse et sur son écho, sur la nouveauté aussi de cette « question urbaine » est une des caractéristiques du discours des personnes enquêtées. Elle ne doit pas faire oublier le grand nombre et l'extrême hétérogénéité des travaux et des analyses qui se développent, et souvent se renouvellent, au début des années 1990 sur la ville et sur les problèmes urbains (Grafmeyer 2005). Comment expliquer alors que cette thèse de l'« exclusion » dans les « quartiers » ait été reprise (et sous une forme bien particulière) par des acteurs du monde administratif ? Si des positionnements homologues, à la fois par rapport au champ politique et par rapport au champ médiatique, offrent des pistes d'explication, elles ne sont pas suffisantes pour comprendre la construction puis la visibilité croissante d'une telle grille d'analyse. La première étape de notre argumentation s'attachera à comprendre un élément du renouvellement de la sociologie urbaine à partir du milieu des années 1980 : l'investissement de cette thématique par des sociologues proches d'Alain Touraine.

Sélectionnés par Pierre Lassave pour réaliser sa « petite chronique des grands colloques », les Entretiens de la ville offre un point d'observation intéressant de cette recomposition, et qui fait suite à « l'effervescence de la période 1965-1975 et [à] l'évanescence des années suivantes (1975-1985) » (Lassave 1997 : 15)⁴. Comme le note P. Lassave, la période qui s'ouvre alors est marquée par un fort investissement politique et médiatique sur les problèmes urbains. Les crédits de recherche, en chute libre au milieu des années 1970, reviennent en partie au début des années 1980. Provenant de commanditaires diversifiés (les ministères, mais aussi les collectivités locales et les institutions européennes, des entreprises comme la RATP et des organismes parapublics comme la Caisse des dépôts et consignations), et de structures réorganisées (la Mire, le Plan urbain), d'importants programmes de recherche sont lancés, souvent à l'initiative d'anciens acteurs de la recherche urbaine qui vont faciliter les transitions.

Les transformations des politiques urbaines vont favoriser d'autres types de travaux que ceux qui se sont développés, durant la décennie 1965-1975, au sein d'un milieu de chercheurs jeunes, actifs, travaillant, dans une perspective souvent critique, sous l'inspiration des œuvres d'Henri Lefebvre, de Louis Althusser et de Michel Foucault. À partir de 1984, des programmes pluriannuels privilégient les thèmes du local et de l'exclusion, tandis qu'une forte demande d'évaluation sur les politiques urbaines se fait jour durant les années qui suivent, dans un

contexte marqué par une certaine panique suite à l'«été chaud» des Minguettes et par les lois de décentralisation⁵.

D'autres objets sont proposés aux chercheurs, et d'autres paradigmes sont encouragés alors que le marxisme connaît une certaine désaffection dans le monde intellectuel et que les partis de gauche au gouvernement depuis 1981 s'engagent dans d'importantes mutations suite à la politique dite de rigueur de 1983. De nouveaux venus, porteurs d'autres références, vont alors trouver un espace d'expression au sein de la sociologie urbaine, à côté d'anciens ne maintenant leurs positions qu'au prix d'une forte reformulation théorique. Parmi les premiers, une théorie centrée sur l'«acteur» comme celle que développe Touraine va conquérir une plus grande place, dont témoigne la représentation de son école aux Entretiens de la ville, au premier comme au second cycle (Touraine 1991a: 165-173; Lapeyronnie 1993: 97-115; Wieviorka 1993: 191-203).

Comment expliquer l'investissement de l'école tourainienne sur l'objet «ville»? S'il est un acteur important de la commande en recherche urbaine dans les années 1960 et 1970, Alain Touraine ne se saisit de cet objet que durant la décennie suivante. Chercheur reconnu du monde universitaire, directeur du laboratoire qu'il crée en 1981, le Cadis, la question urbaine lui offre l'occasion de développer des interventions fortement médiatisées, et de promouvoir un paradigme général, celui de l'exclusion, confortant ainsi son statut d'intellectuel appelé à commenter les événements marquants de l'actualité⁶. Au sein du Cadis, d'autres chercheurs vont toutefois jouer un rôle plus innovant d'un point de vue théorique, en forgeant un modèle de description des quartiers d'habitat social par lequel ces territoires vont être érigés en symptôme d'une nouvelle ère historique, et progressivement en catégorie générique d'appréhension des problèmes sociaux. C'est précisément ce que réalise François Dubet dans son livre paru en 1987: *La Galère: jeunes en survie*.

La Galère est d'abord un ouvrage de cinq cent trois pages, résultat de plusieurs enquêtes menées dans les villes françaises d'Orly, Champigny, Vénissieux et Clichy, et dans la ville belge de Seraing. C'est à partir de ces enquêtes que l'auteur développe une thèse centrale: alors que dans la ville belge, le sociologue voit les traces d'un modèle de société en voie de disparition (une jeunesse ouvrière intégrée dans un monde homogène et structuré par un ensemble de normes et de valeurs, et notamment par les conflits de classe), les villes françaises lui apparaissent comme un monde marqué par des formes de protestation qui ne parviennent pas à s'organiser, et qui ne débouchent que sur la rage et sur la violence gratuite.

Au-delà des données recueillies par les sociologues lors de leurs enquêtes, la nature des résultats que ces derniers en dégagent s'explique aussi par un ensemble de logiques sociales qui informent l'activité du savant comme celles de tout autre individu. Ce sont ces logiques qu'il faut dégager pour saisir l'enjeu du livre *La Galère*. Comment comprendre en effet qu'un sociologue remobilise, à la fin des années 1980, le modèle du quartier ouvrier (espace homogène marqué

par une culture porteuse d'une forte intégration) pour décrire la réalité urbaine passée, alors même, comme le note Christian Topalov, que ce modèle se trouve fortement contesté par des historiens⁷?

L'intérêt de F. Dubet pour cet objet, les «jeunes des banlieues», s'explique d'abord par son insertion au sein du Cadis. Les enquêtes menées sur «la galère» permettent de poursuivre l'interrogation qui sous-tend les grandes enquêtes des années 1970 menées dans ce centre de recherche: où se trouvent les nouveaux mouvements sociaux? La marche des beurs de 1983 et 1984 incite à regarder du côté des jeunes des quartiers d'habitat social. Dubet, qui a déjà participé à l'évaluation des opérations «anti-été chaud» au début des années 1980, obtient les crédits nécessaires à une telle enquête. Par ailleurs, cet objet lui permet d'engager, à quarante ans, une nouvelle étape dans sa carrière scientifique, plus autonome par rapport au chef de l'école. En lançant une grande enquête sur «la galère», F. Dubet prépare une thèse d'État⁸. Mais il prend aussi ses distances par rapport au schéma, optimiste dans la version tourainienne, du passage des sociétés industrielles aux sociétés postindustrielles. Les mouvements sociaux, qui devaient être les signes avant-coureurs de nouvelles formes de mobilisation collective, lui apparaissent en perte de vitesse, ou embourbés dans un «gauchisme» qu'il estime dépassé. Les perspectives de changement ouvertes par l'arrivée de la gauche au pouvoir et son *aggiornamento* politique viennent renforcer sa conviction que les mouvements sociaux sont soit inconsistants, soit marqués par un «archaïsme» que condamne le sociologue tourainien tourné vers les sociétés postindustrielles.

On comprend alors le rôle joué par le modèle du quartier traditionnel: il offre une image inversée de la réalité que se propose de décrire le sociologue dans son livre. En effet l'analyse développée dans *La Galère* repose tout entière sur un schéma historique: le passage d'un modèle de société à un autre, et d'un acteur historique à un autre. Les «jeunes de la galère» sont en effet présentés comme l'acteur appelé à se substituer à un mouvement ouvrier qui est, pour le sociologue et plus généralement pour les sociologues tourainiens, en voie d'extinction, comme le seraient les sociétés industrielles. F. Dubet compare ces jeunes à de «nouvelles classes dangereuses» annonciatrices d'un mouvement social d'une ampleur analogue au mouvement ouvrier. Mais l'échec de la marche des beurs et la violence «irrationnelle» que révèlent les émeutes le conduisent à y voir un symptôme de l'avènement douloureux des sociétés postindustrielles.

On voit, dans l'organisation même de l'ouvrage, comment la thèse développée par F. Dubet vient redonner une forme et un contenu théoriques au modèle de description du quartier comme espace homogène, qu'il soit décrit comme intégré en ce qui concerne les «banlieues rouges» disparues, ou comme marqué par le manque dans les «quartiers d'exil» d'aujourd'hui. La première partie de l'ouvrage décrit et analyse l'expérience de la galère, caractérisée par le vide, l'irrationnel et l'insécurité. Mais cette partie ne prend tout son sens que par rapport à l'enquête à Seraing, ville immédiatement érigée en emblème de la société industrielle en voie

de disparition. « Dès les premières heures de présence, Seraing s'impose comme un monde ouvrier homogène et intégré, bien différent de l'ensemble disparate des banlieues où nous avons travaillé en France », écrit le sociologue (Dubet 1987 : 174). La démonstration est bouclée par le retour en France : le résultat de groupes d'intervention sociologique réunissant des jeunes, mais aussi un syndicaliste, confirme le rejet de toute identification au monde vu à Seraing.

Institutionnalisation de la politique de la ville et appel aux intellectuels

L'enjeu de ce livre, c'est donc en premier lieu la constitution d'un modèle de description des quartiers d'habitat social. Ce modèle d'une part va donner consistance à une catégorie d'abord administrative, « quartier sensible », renommée « quartiers d'exil » (Dubet et Lapeyronnie 1992), en unifiant des territoires divers sous une expérience commune et forte, celle de la galère. Cet ouvrage va d'autre part, par le schéma historique qu'il mobilise, fonder théoriquement l'idée d'un effacement des rapports sociaux conflictuels et d'une disparition des mobilisations organisées.

Il reste maintenant à expliquer l'intérêt que de nombreux acteurs de la politique de la ville ont pu porter aux travaux sociologiques sur les « banlieues » et notamment aux thèses de Dubet et, enfin, la manière dont la rencontre s'est opérée. Pour cela, il faut revenir à la position occupée par ces chargés de mission dans le champ politique et administratif à la fin des années 1980. Comme cela a été établi, la politique de la ville naît de la mobilisation initialement portée par des acteurs marginaux de l'administration (pour beaucoup contractuels), pour imposer, dans les années 1970, de nouveaux modes d'intervention sur la ville au sein de l'administration (de Barros 1994 ; Tissot 2002). Cette mobilisation n'est possible qu'à la faveur d'un important mouvement de remise en cause de l'État planificateur. Contre le gigantisme des grands ensembles, contre l'autoritarisme de la rénovation urbaine et des technocrates qui la pilotent, une autre réforme est lancée : la « réhabilitation » sur la base de nouveaux mots d'ordre comme la « participation des habitants », la « transversalité », puis la « proximité », autant de principes qui vont être progressivement associés à une échelle d'intervention particulière, celle du quartier, qu'il soit ancien ou composé d'habitat social. C'est sur ces bases que la politique dite de la ville va s'institutionnaliser, avec en 1983 la création de la CNDSP, puis en 1988 avec la création de la Div, qui pilote des dispositifs territorialisés en nombre croissant.

Les défenseurs de cette forme particulière de réhabilitation se heurtent toutefois, à la fin des années 1980, à un certain nombre d'obstacles. Certes, le retour au pouvoir de la gauche, qui s'était fortement engagée pour la politique de la ville, est porteur d'espoir, après la menace que l'alternance de 1986 a fait peser sur la

CNDSQ. Certes, la médiatisation des émeutes de Vaulx-en-Velin de 1990 a donné plus d'écho à cette question. Cependant, les émeutes risquent toujours d'être interprétées comme une preuve de l'échec de la politique de la ville. Et même si le président de la République, François Mitterrand, et son premier ministre, Michel Rocard, réagissent en 1990 en élargissant le nombre des «quartiers» et des dispositifs, la Div se heurte à une forte hostilité au sein de la haute administration.

Cette hostilité est d'abord nourrie par la prétention affichée par la Div de se saisir de ce qui était jusque-là une prérogative du ministère de l'Équipement: le logement social. La concurrence est renforcée par le profil des chargés de mission de la CNDSQ puis de la Div. On l'a dit, un certain nombre sont des contractuels de l'Équipement recrutés dans les années 1960 et 1970. Ce sont aussi souvent des militants ou d'anciens militants, recrutés par des réseaux politiques et/ou associatifs de gauche, qui investissent dans cette cause des quartiers un discours «engagé» dans le monde bureaucratique⁹. Souffrant de cette image atypique, la Div compte en outre peu de personnels susceptibles de parler d'égal à égal aux grands directeurs des administrations: ingénieurs des Ponts ou énarques. Enfin, les moyens sont limités. La Div doit, dans un premier temps, se contenter de lignes de crédits venant de différents ministères, dont l'Équipement, tandis que son personnel oscille entre quinze et trente-cinq chargés de mission de 1981 à 1990.

Pour pallier l'absence de légitimité dans l'administration, pour contourner l'hostilité du ministère de l'Équipement, les chargés de mission de la Div vont user d'autres ressources. Ces ressources proviennent d'abord du rapprochement opéré avec les tenants de la «modernisation» de l'action publique. En se joignant à l'action de ces derniers, la Div se pose comme détentrice de méthodes – la «proximité», la «transversalité», la «participation» – susceptibles de réformer un État que les gouvernements successifs cherchent à «moderniser» (Bezès 2002; Siblot 2003). Elle trouve ainsi des alliés, mais également une manière de rehausser sa mission, qui ne se réduit plus à la lutte contre l'exclusion dans des territoires déshérités, mais participe désormais à la transformation de l'ensemble des services publics.

Par ailleurs, les administrations successives de la politique de la ville ont pu, dès leur naissance, compter sur des alliés peu nombreux mais solides chez quelques «hauts fonctionnaires éclairés» du ministère de l'Équipement, de l'Union des HLM, et de la CDC. Le plus actif d'entre eux, Robert Lion, crée par exemple à son arrivée à la tête de la CDC en 1983, une mission: Développement social urbain. non seulement la CDC finance largement la CNDSQ, mais elle va soutenir l'opération dans laquelle se lance la Div à partir de 1988, et qui va consister à décrire, analyser et finalement théoriser plus précisément le «problème des quartiers».

Pour mettre en œuvre cette stratégie, les médias sont largement sollicités. Mais s'il faut donner plus d'écho à la question, il convient d'abord de lui donner plus de consistance. Les Entretiens de la ville constituent un dispositif central de

cette double mission, à la fois théorique et médiatique, comme en témoignent les propos d'Yves Dauge, le premier délégué interministériel à la ville :

«D'où également l'impérieuse nécessité d'un immense investissement intellectuel mobilisant toutes les forces vives, pour que cette politique s'enracine démocratiquement et que de nouvelles solutions soient trouvées pour sa mise en œuvre» (Roman 1991 : 8).

Derrière le mot «démocratique», c'est une diffusion de masse qui est visée. Et de fait, quand Yves Dauge parle d'«intellectuels» et de «forces vives», il ne pense pas aux institutions les plus légitimes, le CNRS ou l'Université. Pour animer les Entretiens de la ville, les premiers contacts ne sont pas pris par hasard. Les conférences sont organisées avec la revue *Esprit*, dont les animateurs se veulent aussi des relais entre les médias, le monde politique et le monde savant, et consacrent ainsi de nombreux numéros de la revue (mais aussi des ouvrages) à des «questions de société».

La collaboration qui va s'établir avec les sociologues de la banlieue résulte d'un deuxième phénomène. La politique de la ville, qui s'institutionnalise tout au long des années 1980, est marquée par une forte tension entre plusieurs approches. Si toutes prônent une territorialisation de l'action publique autour des «quartiers», la première repose sur une valorisation des territoires à réformer et de leurs habitants, tandis que la seconde insiste sur les handicaps et les problèmes. La valorisation des «quartiers» est un héritage de l'action menée par les fondateurs de la politique de la ville : qu'il s'agisse de ceux qui sont devenus chargés de mission de la Div, mais aussi de tout le milieu des bureaux d'études né autour de la réhabilitation des quartiers d'habitat social à partir de la fin des années 1970 et dont un certain nombre vont être recrutés par les mairies. La «participation» des habitants est défendue dans une veine autogestionnaire. Pour les animateurs, entre autres, de la coopérative Acadie (créée par des étudiants proches de la CFDT en 1978) ou au sein du Cerfise à Marseille, émanation, en 1975, du Cerfi fondé par Felix Guattari, le quartier est bien le lieu possible de la mobilisation autonome, préalable à tout changement.

La participation des habitants va ainsi s'imposer comme un mot clé de la politique de la ville. Mais sa mise en œuvre entraîne un nombre de reformulations et de recadrages (Bacqué 2003 : 171-216). Au fur et à mesure que les équipes de Développement social urbain sont plus étroitement contrôlées par les municipalités, cette politique publique va être redéfinie comme une mobilisation plus consensuelle. Cherchant à cadrer les revendications qui peuvent s'exprimer à l'occasion des instances de concertation, elle se donne aussi comme nouvel objectif, nous l'avons vu, de participer à la «modernisation» des services publics. De sorte que l'image positive et surtout axée sur la mobilisation autonome des habitants, va tendre à s'effacer.

Cette évolution résulte directement des modalités de la «professionnalisation» de la politique de la ville : investissement par les municipalités des questions de

logement suite à la décentralisation; peur croissante des élus face aux possibles «émeutes» dans les quartiers d'habitat social; encadrement plus strict des équipes initialement recrutées en externe. Tous ces éléments ont compté, mais nous voudrions insister ici sur le fait que l'évolution des rapports de force entre «réformateurs» et le recadrage qui en découle a aussi été rendue possible dans la mesure où ceux qui ont porté ce recadrage (ou ont dû s'y soumettre) ont trouvé, dans des discours théoriques, une certaine légitimation. Plusieurs idées, notamment, ont été reprises: la disparition supposée de toute mobilisation possible en «banlieues»; l'idée que la situation dans les «banlieues» serait avant tout marquée par le manque et le négatif, et non pas par l'existence de ressources et d'initiatives locales.

Il reste toutefois à expliquer comment la rencontre s'est opérée entre cette demande de légitimation et des travaux savants susceptibles de conforter théoriquement ces deux idées. En effet, rien ne pouvait laisser penser que des sociologues délaissent les logiques académiques pour y répondre, quand bien même ils seraient désireux d'intervenir dans l'espace public. Comment expliquer que la théorie de l'exclusion défendue par Alain Touraine et les conclusions du livre *La Galère* de François Dubet aient été reprises par des acteurs de l'action publique et diffusées au sein du milieu professionnel qui s'est constitué autour de la politique de la ville (le Développement social urbain)? Certes ces derniers, prêts à formuler leurs idées dans un langage moins universitaire, voire plus médiatique, ont été directement sollicités par la Div¹¹. Toutefois, la rencontre entre sociologie des banlieues et administration de la politique de la ville ne se réduit pas à cela. Ce qui s'est passé à l'occasion de cette rencontre, c'est aussi la fabrication d'un type de discours directement réutilisable par les chargés de mission: les Entretiens de la ville constituent un moment clé de cette opération.

L'engagement d'une revue: réflexion sur un «problème de société»

Pour comprendre cette opération, d'autres acteurs doivent être intégrés à l'enquête: il s'agit de ceux qui organisent avec la Div les Entretiens de la ville, la revue *Esprit*. L'engagement de la revue dans cette entreprise renvoie à des affinités politiques dont témoigne, par exemple, la similitude des trajectoires militantes de l'organisateur des Entretiens de la ville à la Div et de son interlocuteur à *Esprit*, Joël Roman, tous deux anciens du PSU. Mais au-delà d'une commune appartenance à la «deuxième gauche», des intérêts spécifiques ont orienté la revue *Esprit* vers les thématiques portées alors par la Div.

Une des explications de cet investissement réside dans l'histoire de la revue (Rieffel 1993 : 330-358; Hourmant 1997). Créée en 1932, marquée par le personnalisme de son fondateur Emmanuel Mounier, *Esprit* a conservé après la Seconde Guerre mondiale une orientation catholique tout en s'alimentant de nouvelles références. Après un engagement dans le combat anticolonialiste dans

les années 1950, la revue renoue avec la critique sociale à l'occasion de mai 1968, autour des travaux d'Ivan Illich et du thème de l'autogestion. Dix ans plus tard, les thématiques se sont recomposées. À Jean-Marie Domenach, penseur catholique issu de la résistance, militant anticolonialiste et fondateur du Gip avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet, succède Paul Thibaud, rédacteur en chef de la revue depuis 1967, passé par le mouvement de jeunesse catholique la Jec et par le syndicat étudiant l'Unef, embauché un temps à Peuple et Culture (association créée en 1945 dans la suite de l'expérience d'Uriage). À l'initiative de P. Thibaud, l'antitotalitarisme devient un des thèmes majeurs de la revue. Parallèlement, la critique de l'individualisme généré par les régimes démocratiques, telle qu'elle était développée par E. Mounier, s'efface au profit d'une défense de la démocratie et des « droits de l'homme » tandis que la critique antitotalitaire conduit à un rapprochement vers un pôle plus libéral, autour de Raymond Aron et de la revue *Commentaire*.

Cette orientation se renforce en 1989, avec l'arrivée, à la tête de la revue, d'Olivier Mongin, journaliste à *Esprit* depuis 1978, proche de la CFDT et membre de la Fondation Saint-Simon. La même année, l'effondrement du régime soviétique fait perdre de son actualité au thème du totalitarisme : après la critique de l'État, la revue, animée par la volonté de porter les problèmes sociaux à la connaissance des gouvernants, va se focaliser sur la réforme de l'État. Cette posture est favorisée par le contexte politique. Alors que les attentes de la deuxième gauche sont constamment déçues au cours des années 1980, l'arrivée de M. Rocard à la tête du gouvernement en 1988 ouvre des perspectives de collaboration plus étroite.

La question de l'« exclusion » permet à la revue de concrétiser cette ambition réformatrice. Le terme apparaît en 1991, à la suite de plusieurs articles ou numéros consacrés à la pauvreté, et plus précisément à « la pauvreté et la marginalité » en novembre 1987, et à « l'extrême pauvreté et le RMI » en décembre 1988. C'est à cette occasion que la revue s'impose comme un lieu de discussion sur la « nouvelle pauvreté », les formes spécifiques qu'elle prend, et sur l'intervention nécessaire de nouveaux acteurs, notamment issus du monde associatif comme ATD-Quart Monde (Didier 1996 : 5-28 ; Thomas 1997). Le sommaire du numéro de décembre 1988 en offre une illustration : Jean-Michel Belorgey (invité par ailleurs au troisième cycle des Entretiens de la ville), énarque, député socialiste alors en charge de l'élaboration d'une des réformes phares du gouvernement Rocard, le RMI, est interrogé par Jacques Donzelot, universitaire et membre du comité de rédaction de la revue. L'entretien est suivi d'articles du chargé de mission au secrétariat d'État à l'Action humanitaire et d'un membre d'ATD-Quart Monde.

Mais si la revue *Esprit* participe à l'émergence de la notion d'exclusion, elle joue un rôle plus décisif en établissant un lien direct entre cette notion et la question des « banlieues ». Certes, au début des années 1990, d'autres revues généralistes réagissent aux « émeutes », notamment à celle de Vaulx-en-Velin d'octobre 1990, et s'interrogent sur le problème des « banlieues »¹². Mais c'est

dans les pages d'*Esprit* que cette question va faire l'objet d'un discours progressivement plus théorique, plus unifié et plus général, dans lequel la situation des banlieues est présentée comme une expression paradigmatique de l'«exclusion».

Le terme «exclusion» apparaît dans le numéro de décembre 1988 tandis que «je manifeste contre l'exclusion» lancé par la revue en mai 1991 en fait une véritable question de société. Or le mot apparaît au moment même où la revue insiste sur la dimension territoriale du «problème», à travers deux numéros: «La France des banlieues» en février 1991 (numéro 169) et «La France de l'exclusion: chômage et ségrégation urbaine. Le contrat social menacé. La hantise des ghettos américains» en juin 1992 (numéro 182).

L'évolution du terme «ségrégation» va nous permettre de mettre en évidence le rôle innovant de la revue *Esprit*. Cette question désigne, dans les années 1960, «l'exploitation» des immigrés, mais aussi la «normalisation» exercée par les institutions et leurs agents. Plusieurs numéros sont consacrés aux travailleurs sociaux, mais aussi aux architectes et aux urbanistes: la ségrégation y désigne un processus global par lequel les institutions, en édifiant grands ensembles et pavillons, normalisent les comportements et mettent à mal les rapports humains. Les numéros d'*Esprit* reflètent un discours alors largement répandu (notamment au sein des penseurs de la mouvance «anti-institutionnelle» inspirée par M. Foucault) sur la «normalisation»; ils font aussi écho à une critique plus générale sur la «deshumanisation» de la vie dans les grands ensembles.

Le début des années 1990 voit se dégager un champ sémantique autour des «ghettos», des «banlieues» et des «quartiers», que l'on va retrouver dans un éventail relativement large de revues, plutôt liées au monde administratif¹³. La revue *Esprit*, davantage liée au pôle intellectuel qu'au pôle du pouvoir¹⁴, joue toutefois un rôle spécifique dans l'émergence de ce nouveau vocabulaire et des manières d'appréhender les problèmes qui le sous-tendent. Cela s'explique d'abord par le prestige mais aussi par le nombre et la diversité des intervenants qu'elle réussit à rassembler autour de ces thématiques. Aux «signatures» présentes aux Entretiens de la ville, s'ajoutent en effet, au fil des pages de la revue, quelques contributeurs réguliers, liés pour certains à *Esprit* par des affinités politiques et/ou religieuses et pour qui l'investissement dans la question des ghettos va être une voie d'entrée dans le monde académique: en transformant les termes du débat politique en objets de recherche sur lesquels les financements sont abondants, en mobilisant des expériences et des engagements personnels, mais aussi en important dans le monde académique une posture plus «engagée» par laquelle ils se distinguent de la distance des chercheurs¹⁵. Enfin, la montée en généralité sur cette question des «banlieues» est rendue possible par l'écho donné, tant aux Entretiens de la ville que dans les numéros de la revue, aux thèses d'Alain Touraine – déjà contributeur dans les décennies précédentes et que la même adhésion au concept d'«exclusion» rapproche plus encore de la revue (Touraine 1991b: 7-13), mais aussi de François Dubet (Dubet 1987b: 42-48): deux socio-

logues porteurs, nous l'avons vu, d'un discours global sur la ville et d'une grille d'analyse renouvelée de la ségrégation urbaine.

C'est ainsi que, à partir de travaux marqués par une certaine diversité, la revue *Esprit* réussit à produire une montée en généralité et une certaine unité. Et c'est ce type de discours, caractérisé par une insistance sur la nouveauté et sur la spécificité de la «question des banlieues», qui la distingue des autres revues. Outre cette production discursive, la revue joue un rôle majeur en créant des lieux de discussion et d'échanges autour de la question de l'«exclusion» dans «les quartiers». Il ne s'agit pas seulement des Entretiens de la ville. Une collection «Société» puis «Ville et société» est créée aux éditions Esprit. Ces éditions, qui sont diffusées par le Seuil (avec qui la revue entretient, depuis longtemps, des liens de proximité¹⁶), publient une série d'ouvrages sur la «question sociale» auxquels participent de nombreux conférenciers des Entretiens de la ville¹⁷. Joël Roman et des intellectuels proches de la revue seront par la suite régulièrement sollicités dans les débats et les rencontres animés par les institutions de la politique de la ville¹⁸.

Ce double travail, social et discursif, nécessaire à la construction d'un «problème social», se donne à voir de façon particulièrement frappante aux Entretiens de la ville, et notamment au premier cycle, qui marque le temps du recul historique, de la montée en généralité théorique et de l'élargissement géographique. Le rôle des organisateurs des Entretiens de la ville, et plus précisément ceux qui, à *Esprit*, s'occupent de la sélection des invités et des thématiques, doit à cet égard être souligné : les arguments et les concepts sont produits, énoncés et surtout agencés d'une certaine manière.

Lors du premier cycle, deux historiens sont conviés à faire le récit d'une question sociale qui prendrait ses racines il y a plus de deux millénaires : Michelle Perrot, professeure à Paris VII et Pierre Vidal-Naquet. Mais le recul historique est opéré selon une certaine répartition des tâches. Les deux historiens sont bien là, avec le prestige de leur statut et de leurs travaux, mais ils soulignent les dangers de l'anachronisme, s'attachent à relativiser l'épisode glorieux de la ville grecque et mettent en garde contre la réification de la réalité «urbaine». L'inscription de la nouvelle question sociale dans la longue durée n'est donc pas explicitement faite par eux, mais plutôt par l'ancien directeur de la revue *Esprit*, Paul Thibaud. L'intervention de ce dernier retrace, dans une large perspective courant de la cité grecque à la ville d'aujourd'hui, l'histoire de la «citoyenneté urbaine». Une problématique «universelle» est ainsi posée. Et l'essence citoyenne et démocratique de la ville devient le cadre théorique dans lequel se dit la «nouvelle question sociale». En passant de ses moments de gloire à ses moments de crise (à Londres ou à Paris pendant les révolutions), P. Thibaud construit deux types : l'image idéale de la ville citoyenne et la ville malade, où sont repérées les prémisses des banlieues d'aujourd'hui.

Plusieurs interventions aux Entretiens de la ville vont donner à la question de la ségrégation une profondeur historique en même temps qu'un fondement

théorique. Outre Alain Touraine qui combine les deux aspects, Gilles Lipovetsky associe la «ségrégation», à la question de l'«individualisme» et du «repli sur soi», développant son propos (contrairement aux deux historiens) à travers le cadre de pensée posé par les organisateurs.

Enfin, l'élargissement géographique donne au problème de la ségrégation une autre dimension. À la même époque, la Div, soucieuse d'établir la portée internationale de son action, organise un réseau d'échanges d'expériences entre «dix quartiers européens en crise». Un programme de recherche débouche sur un ouvrage publié par le chercheur grenoblois Claude Jacquier. Cet ouvrage étudie la situation de territoires diversifiés en les unifiant sous un même vocabulaire (les «quartiers en crise»), et en leur appliquant le même schéma de description de la ville duale. De fait, dans les quartiers européens ou américains, le même problème semble sévir sous la forme de territoires cumulant handicaps économiques et sociaux, et de plus en plus séparés du reste de la ville. De sorte que, en préface du livre du géographe, le délégué interministériel à la ville peut affirmer que «l'enjeu est européen» (Jacquier 1991 : 9).

L'importance de la thèse de l'«exclusion» dans les «quartiers» est en outre renforcée par le statut de ceux qui la disent et par les endroits où on la lit. La thèse d'une exclusion sans domination, et d'exclus caractérisés par leur somme de handicaps, est formulée par un des intervenants les plus prestigieux, A. Touraine, et lors de la première conférence des Entretiens de la ville. Elle est également énoncée dans les textes qui occupent une position stratégique dans les deux livres tirés des Entretiens de la ville, c'est-à-dire les introductions, les préfaces et les quatrièmes de couverture.

Cela ne signifie pas qu'on aboutisse à un texte unique et univoque, d'où toute controverse aurait disparu. La tension qui marque la politique de la ville entre la valorisation des «quartiers» et l'insistance sur leurs «handicaps» y trouve une expression. Daniel Béhar, fondateur de la coopérative Acadie, présente aux Entretiens de la ville, y prend la parole, même s'il n'est pas invité à la tribune, et défend, à la même époque, dans un article d'*Esprit*, «le droit à l'existence des quartiers populaires» (Béhar 1991 : 141). Le démographe Patrick Simon, qui publie un article dans le numéro d'*Esprit* consacré à la question des banlieues, et qui intervient au troisième cycle des Entretiens de la ville, oppose, lui aussi, à l'image du quartier ghetto, celle du quartier populaire, doté de ressources (Simon 1991 : 58-64). Quant à l'urbaniste Philippe Genestier, il déclare que «communauté affirmée n'est pas quartier délaissé», insistant sur les aspects positifs des réseaux informels qui se développent dans les quartiers. La réponse virulente qui lui est faite dans la revue *Esprit* donne une indication de l'importance de cette controverse, même si les défenseurs du quartier populaire traditionnel comme espace de la solidarité et de la vie communautaire y bénéficient d'une moins grande visibilité (Genestier 1991 : 53 ; Priestley 1992 : 30-40).

Les analyses critiques qui se sont développées à l'encontre de la notion d'«exclusion» ont souligné le rôle joué par les médias dans sa popularisation ainsi que la faiblesse théorique de ses usages savants (Fassin 1996 : 37-77; Messu 1997 : 147-161). Les médias ont certes joué un rôle dans sa déclinaison territoriale sous la forme du «problème des banlieues». D'abord, si les analyses sociologiques sur l'«exclusion» dans les «quartiers» sont reprises, et mieux, contribuent à cimenter un consensus, c'est à la faveur d'un véritable travail réalisé par la revue *Esprit* pour organiser des rencontres, des échanges et pour les publiciser. Ensuite la thèse de la «nouvelle question urbaine» telle qu'elle s'affiche aux Entretiens de la ville, a été forgée par des intellectuels qui répondent et se conforment à l'objectif d'élargissement médiatique qui est celui de la Div. Et cette attitude n'est pas sans influence sur le discours qui est alors produit, marqué par une forte binarité entre l'«ancien» et le «nouveau», et par un registre à tendance parfois prophétique.

Toutefois, au-delà d'une simple «pression» médiatique, il faut insister sur le rôle d'intellectuels et de savants qui, à cette occasion, ont formalisé un certain modèle de description des quartiers de la politique de la ville. Car ce modèle repose sur une méthode d'analyse et sur un diagnostic qui légitiment un certain type d'action publique. En se focalisant sur les handicaps dont sont affectés des territoires précis, unifiés sous une catégorie générique, il conforte l'idée d'une nécessaire territorialisation des politiques publiques. Par ailleurs, en insistant sur l'anomie, ce modèle oriente les politiques urbaines vers un travail sur la sociabilité dans les «quartiers». On voit ainsi les effets politiques tout à fait considérables que peuvent avoir certains travaux académiques. En effet, les enjeux du champ politique, les transformations des politiques municipales du logement et l'évolution des quartiers d'habitat social expliquent en partie le tournant pris par la politique de la ville. Mais c'est aussi sur la base d'une certaine légitimité théorique que celle-ci va s'engager dans une action rabattue sur la mise en œuvre de «projets» avec les habitants, visant à refonder le «lien social» plutôt qu'à transformer en profondeur la vie dans les quartiers populaires. Et c'est aussi forts du postulat d'un effacement des rapports sociaux conflictuels dans les sociétés d'aujourd'hui que les animateurs de la politique de la ville vont progressivement écarter de leur appel à la «citoyenneté» toute dimension trop contestataire, et ainsi décevoir les espoirs suscités par la politique annoncée de participation des habitants.

Abréviations

ATD-Quart Monde. Aide à toute détresse-Quart Monde

Cadis: Centre d'analyse et d'intervention sociologique

CDC: Caisse des dépôts et consignations

Cerfi: Centre d'étude, de recherche et de formation institutionnelles

Cerfise: Centre d'études, de recherche et de formation institutionnelles Sud-Est

CFDT: Confédération française démocratique du travail

CNDSQ: Commission nationale de développement social des quartiers

CNRS: Centre national de la recherche scientifique

Div: Délégation interministérielle à la ville

EHESS: École des hautes études en sciences sociales

Gip: Groupe d'intervention sur les prisons

HLM: Habitat à loyer modéré

Jec: Jeunesse étudiante catholique

Mire: Mission Interministérielle Recherche Expérimentation

Pir-Villes: Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville

PSU: Parti socialiste unifié

RATP: Régie autonome des transports parisiens

RMI: Revenu minimum d'insertion

Unef: Union nationale des étudiants de France

Notes

1. On trouvera une liste des sigles et acronymes en fin d'article.

2. Entretien du 12 janvier 2000.

3. «Le problème d'aujourd'hui n'est pas l'exploitation, mais l'exclusion» (Touraine 1991b: 13); «À une vie sociale intégrée et conflictuelle, opposant et unissant dominants et dominés, ouvriers et patrons, ont succédé la rupture et une vie sociale brisée par la barrière séparant ceux du dehors de ceux du dedans. La population "reléguée" n'est plus exploitée ou dominée. Elle est ignorée et abandonnée. [...] Elle est hors de la société et réduite à une série de problèmes sociaux» (Dubet et Lapeyronnie 1992: 10); «La relation entre les pôles de la société ne prend plus les formes d'un face à face, mais pourrait-on dire d'un côté à côté. Il n'y a plus exploitation. Il n'y a plus domination. Il y a décrochage de la partie "modernisée" de la société qui s'opère sans utilisation de la partie "inadaptée" ni coercition à son égard. C'est même cette indifférence qui suscite la violence» (Donzelot et Roman 1991: 6).

4. Sur les Entretiens de la ville, voir Lassave: 52-54. Sur le développement de la sociologie urbaine, notamment sous l'impulsion des financements de l'État planificateur dans les années 1960, voir Amiot 1986 et Topalov 1989: 625-661.

5. C'est à la suite des rodéos des Minguettes de 1981 que la Mire et le Plan urbain lancent une évaluation sur les opérations «anti-été chaud». Le

programme dit Pir-Villes du CNRS est mis en place notamment à l'initiative du gouvernement après l'émeute de Vaulx-en-Velin de 1990.

6. Alain Touraine est par exemple sollicité par *Le Figaro* pour commenter «à chaud» l'émeute de Vaulx-en-Velin le 9 octobre 1990.

7. Voir notamment les travaux de Maurizio Gribaudi (1987). Sur l'histoire de ce modèle dans les sciences sociales, voir Topalov 2003.

8. Soutenue en 1986. En 1989, François Dubet devient professeur à l'université de Bordeaux.

9. Sur les trajectoires militantes des chargés de mission de la politique de la ville, voir Tissot 2005.

10. Voir ainsi le contraste entre *La galère* et le livre coécrit par François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Quartiers d'exil*. Si le premier repose sur la restitution des résultats d'une enquête, le second appartient au registre de l'essai grand public, moins fourni en données empiriques.

11. Outre les Entretiens de la ville, voir le rôle du comité d'évaluation mis en place par la Div, dont François Dubet est membre. Une étude sur «l'école et la ville» est par ailleurs réalisée dans le cadre de ce comité par Michel Wieviorka, Philippe Bataille, Daniel Jacquin, Farhad Khosrokhavar, Danilo Martuccelli et Paul Zawadzki en 1993.

12. Par exemple le numéro 545-546 de la revue concurrente d'*Esprit*, les *Temps Modernes* (décembre 1991-janvier 1992): «Banlieues: reléga-

tion ou citoyenneté», qui comprend deux articles d'auteurs par ailleurs présents aux Entretiens de la ville : Didier Lapeyronnie et Claude Jacquier. Toutefois, on ne trouve pas de numéros spéciaux sur les mêmes thèmes dans les années suivantes.

13. Voir par exemple *Les Annales de la recherche urbaine, Ensembles*, la revue de la Div, ou encore *Actes*, publiée par la CDC. Sur cette thématique dans les *Annales de la recherche urbaine*, Lassave 1997 : 97-101.

14. Sur cette distinction, Pollak 1976 : 105-121. Sur l'espace des revues et le traitement de la thématique urbaine, Lassave 1997 : 109-114.

15. Olivier Roy, agrégé de philosophie en 1972, auteur d'un premier article dans *Esprit* en 1989, passe une thèse de doctorat de sciences politiques en 1996 (Roy 1990 : 5-10; Roy 1991 : 37-47; Roy 1993 : 41-53). Hervé Vieillard-Baron, né en 1949, catholique pratiquant, travaille en 1968 au sein d'une équipe d'éducateurs d'ATD-Quart Monde, dans une cité d'urgence, objet de son mémoire de maîtrise de géographie urbaine soutenue en 1971. Agrégé d'histoire et géographie, il enseigne ensuite dans un lycée de Sarcelles avant de soutenir, en 1990, une thèse sur travaux (Vieillard-Baron 1990).

Voir ses articles dans *Esprit* (Vieillard-Baron 1987 : 9-23 et Vieillard-Baron 1991 : 14-22).

16. Outre le fait qu'Emmanuel Mounier et Paul Flamand, fondateur des éditions du Seuil qui ont hébergé plusieurs années la revue, se connaissent depuis 1936, on évoquera les nombreuses collections du Seuil dirigées par des directeurs ou des proches de la revue *Esprit*, et les non moins nombreux collaborateurs de cette dernière devenus des « auteurs Seuil ». Voir la rubrique « histoire » du site internet de la revue (www.esprit.presse.fr/histoire/historique.cfm/).

17. Cette collection comprend : Ehrenberg 1991; Affichard et de Foucault 1992; Donzelot 1991 (avec une préface de Joël Roman et de Jacques Donzelot et un article final de deux délégués interministériels à la ville, Yves Dauge et Jean-Loup Dubrigny); Barthélémy 1995.

18. Voir le rôle de Jacques Donzelot, membre du comité de rédaction d'*Esprit*, au comité d'évaluation de la politique de la ville, auquel participe également Joël Roman. Le livre qu'il écrit avec Philippe Estèbe, *L'État-animateur*, est issu des travaux de ce comité. Sur la construction, notamment à l'initiative de la revue *Esprit*, d'un réseau de réformateurs, voir Tissot 2002.

Références

« AFFICHARD, Joël et Jean-Baptiste DE FOUCAULT. 1992. *Justice sociale et inégalités*. Paris, Esprit.

« AMIOT, Michel. 1986. *Contre l'État les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris, EHESS.

« BACQUÉ, Marie-Hélène. 2003. *Les nouvelles figures des quartiers populaires. Politiques et représentations. Une approche comparative France-États-Unis*. Habilitation à diriger des Recherches.

« DE BARROS, Françoise. 1994. « Genèse de la politique de Développement social des quartiers : élément de formalisation d'un problème des banlieues », mémoire pour le DEA d'organisations et politiques publiques, université de Paris I.

« BARTHÉLÉMY, André. 1995. *Un avenir pour la ville. Face à la crise urbaine*. Paris, Esprit.

« BÉHAR, Daniel. 1991. « Banlieues : quelle intégration? », *Esprit*, n° 176 : 140-142.

« BEZES, Philippe. 2002. « Gouverner l'administration. Une sociologie des politiques de réforme administrative en France (1962-1997) », thèse de science politique, IEP de Paris.

« DELARUE, Jean-Marie. 1991. *Banlieues en difficultés : la relégation*. Paris, Syros-Alternatives.

« DIDIER, Emmanuel. 1996. « De l'« exclusion » à l'exclusion ». *Politix*, n° 34 : 5-28.

« DONZELOT, Jacques (éd.). 1991. *Face à l'exclusion*. Paris, Esprit.

– et Estèbe PHILIPPE. 1994. *L'État-animateur*. Paris, Esprit.

– et Joël ROMAN. 1991. « Le déplacement de la question sociale », in Jacques Donzelot (éd.), *Face à l'exclusion*, Paris, Esprit.

« DUBET, François. 1987a. *La galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard.

- 1987b. « SOS-Racisme et la revalorisation des valeurs », *Esprit*, n° 131 : 42-48.
- et Didier LAPEYRONNIE. 1992. *Les quartiers d'exil*. Paris, Seuil.
- ▮ EHRENBURG, Alain (éd.). 1991. *Individus sous influence*. Paris, Esprit.
- ▮ FASSIN, Didier. 1996. « Exclusion, underclass marginalidad, Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, vol. 37, n° 1 : 37-75.
- ▮ GENESTIER, Philippe. 1991. « Pour une intégration communautaire », *Esprit*, n° 2 : 48-59.
- ▮ GRAFMEYER, Yves. 2005 [1994]. *Sociologie urbaine*, Paris, Colin.
- ▮ GRIBAUDI, Maurizio. 1987. *Itinéraires ouvriers, Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*. Paris, EHESS.
- ▮ HOURMANT, François. 1997. *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*. Rennes, Pur.
- ▮ JACQUIER, Claude. 1991. *Voyage dans dix quartiers européens en crise*. Paris, L'Harmattan.
- 1991-1992. « Le développement social urbain », *Les Temps modernes*, n° 545-546 : 165-179.
- ▮ LAPEYRONNIE, Didier. 1991-1992. « L'exclusion et le mépris », *Les Temps modernes*, n° 545-546 : 2-17.
- 1993. « De l'intégration à la ségrégation », in Joël Roman (éd.), *Ville, exclusion et citoyenneté, Entretiens de la ville II*, Paris, Esprit : 97-115.
- ▮ LASSAVE, Pierre. 1997. *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*. Toulouse, Pum.
- ▮ MALLET, Serge. 1963. *La nouvelle classe ouvrière*. Paris, Seuil.
- ▮ MENDRAS, Henry. 1994. *La Seconde Révolution française, 1965-1984*. Paris, Gallimard.
- ▮ MESSU, Michel. 1997. « L'exclusion, une catégorisation sans objet », *Genèses*, n° 27 : 147-161.
- ▮ POLLAK, Michael. 1976. « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, pp. 105-121.
- ▮ PRIESTLEY, Thomas. 1992. « Les avancées de la ségrégation », *Esprit*, n° 178 : pp. 30-40.
- ▮ RIEFFEL, Rémy. 1993. *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République. 1958-1990*. Paris, Calmann-Lévy.
- ▮ ROMAN, Joël (éd.). 1991. *Citoyenneté et urbanité. Entretiens de la ville I*. Paris, Esprit.
- (éd.). 1993. *Ville, exclusion et citoyenneté. Entretiens de la ville II*. Paris, Esprit.
- ▮ ROY, Olivier. 1990. « Dreux : de l'immigration au ghetto ethnique », *Esprit*, n° 159 : 5-10.
- 1991. « Ethnicité, bandes et communautarisme », *Esprit*, n° 169 : 37-47.
- 1993. « Les immigrés dans la ville. Peut-on parler de tensions ethniques ? », *Esprit*, n° 191 : 41-53.
- ▮ SIBLOT, Yasmine. 2003. « Paperasse, guichets et modernisation de l'accueil. Les rapports pratiques entre classes populaires et administrations », doctorat de sciences sociales, Paris, EHESS.
- ▮ SIMON, Patrick. 1992. « Banlieues, de la concentration au ghetto », *Esprit*, n° 182 : 58-64.
- ▮ THOMAS, Hélène. 1997. *La production des exclus*. Paris, Puf.
- ▮ TISSOT, Sylvie. 2002. « Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique », doctorat de sciences sociales, Paris, EHESS.
- 2005. « Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les "quartiers" », *Politix*, n° 70 : 71-88.
- ▮ TOPALOV, Christian. 1989. « A History of Urban Research : The French Experience since 1965 », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 13, n° 4 : 625-661.
- 2003. « "Traditional Working-Class Neighborhoods" : An Inquiry into the Emergence of a Sociological Model », *Osiris*, vol. 18 : 212-233.
- ▮ TOURAINE, Alain. 1991a. « Face à l'exclusion », in Joël Roman (éd.), *Citoyenneté et urbanité*, Paris, Esprit : 165-173.
- 1991b. « Face à l'exclusion », *Esprit*, n° 169 : 7-13.
- ▮ VIEILLARD-BARON, Hervé. 1987.

« Chanteloup-les-Vignes, le risque du ghetto », *Esprit*, n° 131 : 9-23.

– 1990. « Chances d'intégration et risque de « ghetto » des populations défavorisées de la région parisienne », thèse de doctorat de géographie, université de Paris I.

– 1991. « Le risque du ghetto », *Esprit*, n° 169 : 14-22.

^u WIEVIORKA, Michel. 1993. « Le sas et la nasse », in Joël Roman (éd.), *Ville, exclusion et citoyenneté, Entretiens de la ville II*, Paris, Esprit : 191-203.